



---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

## Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

**Le mercredi 8 février 2017 — N° 224**

*Neuf heures quarante*

**Président de l'Assemblée nationale :**  
**M. Jacques Chagnon**

---

**QUÉBEC**



## Partie 1

### AFFAIRES COURANTES

#### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de La Prairie sur le sujet suivant : *Souligner le 350<sup>e</sup> anniversaire de la Ville de La Prairie.*
- La députée de Taschereau sur le sujet suivant : *50<sup>e</sup> anniversaire de l'Association coopérative d'économie familiale de Québec.*
- Le député de Papineau sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Ginette Leduc.*
- Le député de Masson sur le sujet suivant : *Journées de la persévérance scolaire de Lanaudière 2017.*
- La députée de Fabre sur le sujet suivant : *Souligner le succès en lutte olympique de Nataël Cantin.*
- Le député de Verchères sur le sujet suivant : *20<sup>e</sup> anniversaire de la Légion royale canadienne – filiale 266, Pierre-Boucher de Boucherville.*
- La députée de Richmond sur le sujet suivant : *Souligner la Semaine des régions.*
- Le député de Drummond-Bois-Francs sur le sujet suivant : *Traitement et réadaptation de personnes présentant un trouble grave de santé mentale.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Souligner les beaux gestes de 18 jeunes de l'école primaire René-Guénette de Montréal-Nord.*
- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Souligner le courage et la détermination de la jeune Sherbrookoise Abigaël Walker.*

#### DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

#### PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

**DÉPÔTS** a) documents  
b) rapports de commissions  
c) pétitions

**RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

**QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

**VOTES REPORTÉS**

**MOTIONS SANS PRÉAVIS**

**AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

**RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

Partie 2

**AFFAIRES DU JOUR**

**AFFAIRES PRIORITAIRES**

**DÉBATS D'URGENCE**

**DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS**

**AUTRES AFFAIRES**

**I. Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

- 1) **Projet de loi n° 27**  
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés  
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014  
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
  
  - 2) **Projet de loi n° 49**  
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent  
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**
  
  - 3) **Projet de loi n° 56\***  
Loi sur la transparence en matière de lobbying  
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**
- 
- \* Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 4) **Projet de loi n° 63**  
Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales  
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **28 octobre 2015**

- 5) Projet de loi n° 72  
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles  
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**
- 6) Projet de loi n° 79\*  
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42<sup>e</sup> législature  
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**
- 
- \* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 7) Projet de loi n° 85  
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal  
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**
- 8) Projet de loi n° 86  
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire  
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015  
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**
- 9) Projet de loi n° 96  
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes  
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**

- 10) Projet de loi n° 107**  
Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs  
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **8 juin 2016**
- 11) Projet de loi n° 115**  
Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité  
Présenté par la ministre responsable des Aînés et de la Lutte contre l'intimidation le 19 octobre 2016  
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **7 février 2017**
- 12) Projet de loi n° 118**  
Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 2 novembre 2016  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **7 février 2017**
- 13) Projet de loi n° 119**  
Loi visant à favoriser la résolution de différends en lien avec une entente intermunicipale relative à des services de police  
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **1<sup>er</sup> novembre 2016**
- 14) Projet de loi n° 121**  
Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec  
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **8 décembre 2016**
- 15) Projet de loi n° 122**  
Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs  
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **6 décembre 2016**

**16)** Projet de loi n° 123  
Loi modifiant diverses dispositions dans le domaine de la santé et des services sociaux  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **9 décembre 2016**

**17)** Projet de loi n° 130  
Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **9 décembre 2016**

*Étude détaillée en commission*

**18)** Projet de loi n° 53  
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires  
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 26 mai 2015  
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 19 octobre 2016  
Principe adopté le **30 novembre 2016**, et  
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

**19)** Projet de loi n° 62  
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes  
Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 9 novembre 2016  
Principe adopté le **15 novembre 2016**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions



- 20) Projet de loi n° 98**  
Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel  
Présenté par la ministre de la Justice le 11 mai 2016  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 22 septembre 2016  
Principe adopté le **27 septembre 2016**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions
- 21) Projet de loi n° 99**  
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions  
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie le 3 juin 2016  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 6 octobre 2016  
Principe adopté le **19 octobre 2016**, et  
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 22) Projet de loi n° 102**  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert  
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 7 juin 2016  
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 30 novembre 2016  
Principe adopté le **1<sup>er</sup> décembre 2016**, et  
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 23) Projet de loi n° 108**  
Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 8 juin 2016  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 4 octobre 2016  
Principe adopté le **24 novembre 2016**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 24) Projet de loi n° 113  
Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements  
Présenté par la ministre de la Justice le 6 octobre 2016  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 30 novembre 2016  
Principe adopté le **2 décembre 2016**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

- 25) Projet de loi n° 112  
Loi donnant suite principalement à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 17 mars 2016  
Présenté par le ministre des Finances le 15 novembre 2016  
Principe adopté le 23 novembre 2016  
Rapport de la Commission des finances publiques adopté le **7 février 2017**

## **II. Projets de loi publics au nom des députés**

*Adoption du principe*

- 26) Projet de loi n° 190  
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés  
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014  
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 27) Projet de loi n° 192  
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 28) Projet de loi n° 193  
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**

- 29) Projet de loi n° 194  
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction  
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 30) Projet de loi n° 195  
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai  
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 31) Projet de loi n° 196  
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen  
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1<sup>er</sup> octobre 2014**
- 32) Projet de loi n° 197  
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec  
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 33) Projet de loi n° 390  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière  
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 34) Projet de loi n° 392  
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre  
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 35) Projet de loi n° 394  
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 36) Projet de loi n° 395  
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux  
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 37) Projet de loi n° 396  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**

- 38) Projet de loi n° 397  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 39) Projet de loi n° 398  
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale  
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 40) Projet de loi n° 399  
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 41) Projet de loi n° 490  
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition  
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 42) Projet de loi n° 491  
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives  
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 43) Projet de loi n° 494  
Loi sur la protection des contribuables  
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 44) Projet de loi n° 495  
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement  
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 45) Projet de loi n° 496  
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**

- 46)** Projet de loi n° 497  
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention  
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 47)** Projet de loi n° 498  
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur  
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**
- 48)** Projet de loi n° 590  
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général  
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 49)** Projet de loi n° 591  
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec  
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**
- 50)** Projet de loi n° 592  
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec  
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**
- 51)** Projet de loi n° 593  
Loi visant à contrer le taxi illégal  
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 52)** Projet de loi n° 594  
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités  
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 53)** Projet de loi n° 595  
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse  
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**
- 54)** Projet de loi n° 596  
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel  
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**

- 55)** Projet de loi n° 597  
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale  
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**
- 56)** Projet de loi n° 598  
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**
- 57)** Projet de loi n° 599  
Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles  
Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**
- 58)** Projet de loi n° 690  
Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police  
Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**
- 59)** Projet de loi n° 691  
Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés  
Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**
- 60)** Projet de loi n° 696  
Loi visant à inciter les municipalités à adopter une réglementation qui encadre le jeu libre dans les rues et les ruelles afin de favoriser les saines habitudes de vie chez les jeunes et d'améliorer le bien-être des familles  
Présenté par le député de Borduas le **24 novembre 2016**

*Étude détaillée en commission*

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

### III. Projets de loi d'intérêt privé

#### *Consultation et étude détaillée en commission*

- 61) Projet de loi n° 204  
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel  
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 62) Projet de loi n° 209  
Loi concernant la Ville de Mascouche  
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 63) Projet de loi n° 211  
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins  
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 64) Projet de loi n° 214  
Loi concernant la Ville de Drummondville  
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 65) Projet de loi n° 221  
Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield  
Présenté par la députée de Vaudreuil le **16 novembre 2016**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 66) Projet de loi n° 223  
Loi concernant la continuation de Sous les Auspices de l'association des  
éleveurs de bétail du district de Beauharnois inc.  
Présenté par le député de La Prairie le **2 décembre 2016**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 67) Projet de loi n° 224  
Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de  
protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et  
dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement  
maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus)  
Présenté par le député de Chambly le **2 décembre 2016**, et  
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

*Adoption du principe*

*Adoption*

**IV. Motions du gouvernement**

**V. Crédits budgétaires**

**VI. Débats statutaires**

- 68)** Débat sur le rapport de la Commission de la représentation électorale sur la délimitation des circonscriptions électorales du Québec déposé le 7 février 2017 (RLRQ, c. E-3.3, a. 28).

**AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

- 69)** 7 février 2017

Motion du député de Sanguinet :

QUE la Commission des transports et de l'environnement étudie dans les plus brefs délais le projet de Réseau électrique métropolitain de la Caisse de dépôt et placement du Québec;

QU'à cette fin, la Commission entende toutes les personnes et organismes qu'elle jugera nécessaire de convoquer;

QUE l'organisation du mandat soit confiée aux membres de la Commission;

Enfin, que cette motion soit un ordre de l'Assemblée nationale.

Partie 3

**PROJETS DE LOI ADOPTÉS**

*(Projets de loi non sanctionnés)*



## Partie 4

### TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

#### COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

#### **Mandat réglementaire**

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2015-2016 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Centre de services partagés du Québec sur sa gestion administrative et sur les chapitres 2 et 9 du rapport du printemps 2016 du Vérificateur général du Québec, intitulés respectivement « Vérification particulière (Partie 2). Contrats d'achats regroupés en technologies de l'information » et « Suivi d'une vérification de l'optimisation des ressources. Centre de services partagés du Québec : acquisitions de biens et de services ».
- Audition de la Commission municipale du Québec sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers.
- Audition d'Hydro-Québec sur le rapport de l'automne 2016 du Vérificateur général du Québec intitulé « Hydro-Québec : processus d'approvisionnement en travaux et en services spécialisés ». Audition du ministère de la Sécurité publique et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles sur le rapport de l'automne 2016 du Vérificateur général du Québec intitulé « Services correctionnels : réinsertion sociale ».
- Audition du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et d'Investissement Québec sur le rapport de juin 2016 du Vérificateur général du Québec intitulé « Aide financière accordée à Premier Tech ».
- Audition de La Financière agricole sur le rapport du printemps 2015 du commissaire au développement durable intitulé « La Financière agricole du Québec : mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance ».
- Audition du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports en suivi de la recommandation 8.4 du 34<sup>e</sup> rapport de la Commission de l'administration publique.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES  
RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**Mandat de l'Assemblée**

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 221**, Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (mandat confié le 16 novembre 2016).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 122**, Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (mandat confié le 7 février 2017).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

**Mandat de l'Assemblée**

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 224**, Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus) (mandat confié le 2 décembre 2016).

### **Mandat réglementaire**

#### Étude de pétitions :

- Pétitions 2753-20161115, 2754-20161115 et 2755-20161115 concernant l'opposition à la pesée des élèves dans les cours d'éducation physique.

### **COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL**

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 53**, Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires (mandat confié le 30 novembre 2016).

### **Mandat réglementaire**

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Régie du bâtiment du Québec.
- Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies.
- Fonds de recherche du Québec – Santé.
- Fonds de recherche du Québec – Société et culture.

### **Mandat d'initiative**

- Audition du Regroupement activistes pour l'inclusion Québec.
- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

## COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 108**, Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l’Autorité des marchés publics (mandat confié le 24 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 223**, Loi concernant la continuation de Sous les Auspices de l'association des éleveurs de bétail du district de Beauharnois inc. (mandat confié le 2 décembre 2016).

### **Mandat d'initiative**

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

## COMMISSION DES INSTITUTIONS

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 62**, Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l’État et visant notamment à encadrer les demandes d’accommodements religieux dans certains organismes (mandat confié le 15 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 98**, Loi modifiant diverses lois concernant principalement l’admission aux professions et la gouvernance du système professionnel (mandat confié le 27 septembre 2016).
- **Projet de loi n° 113**, Loi modifiant le Code civil et d’autres dispositions législatives en matière d’adoption et de communication de renseignements (mandat confié le 2 décembre 2016).

#### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 63**, Loi concernant la vérification de l’identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales (mandat confié le 7 février 2017).

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d’éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

## **Mandat réglementaire**

### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

## **COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS**

### **Mandat d'initiative**

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

## **COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX**

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 99**, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions (mandat confié le 19 octobre 2016).

#### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 130**, Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux (mandat confié le 7 février 2017).

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

### **Mandat réglementaire**

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

### **COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT**

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 102**, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert (mandat confié le 1<sup>er</sup> décembre 2016).

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

## Mandat réglementaire

### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

## Partie 5

### QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent  
au Feuilleton du mercredi*

- 220) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **7 février 2017**  
Au ministre des Finances

Les groupes d'action communautaire autonome sont en campagne depuis l'automne 2016 sous la bannière « Engagez-vous pour le communautaire » afin d'obtenir le rehaussement significatif du financement de base des organismes communautaires autonomes et la fin des compressions dans les services publics et les programmes sociaux. Actuellement, en coupant dans les services publics et les programmes sociaux, le ministre des Finances joue avec les conditions de vie des gens. Ceux-ci se retrouvent dans des situations très difficiles et doivent se tourner vers les organismes communautaires pour obtenir de l'aide. Or, ces derniers croulent déjà sous le poids du sous-financement. Pour jouer leur rôle et remplir leur mission, les organismes réclament 475 M\$ en financement de base.

Le 8 novembre dernier, les membres de l'Assemblée nationale ont adopté à l'unanimité, y compris le ministre des Finances, une motion demandant au gouvernement de rehausser le financement des organismes d'action communautaire autonome.

- Est-ce que le ministre des Finances répondra à la demande des 4 000 organismes communautaires autonomes de la province en prévoyant l'ajout de 475 millions de dollars par année, et ce, dès le prochain budget, pour qu'ils puissent assurer correctement leurs missions?

- Est-ce que le ministre s'engage à respecter la Politique de reconnaissance de l'action communautaire adoptée en 2001, qui stipule que toutes les instances gouvernementales doivent respecter l'autonomie des groupes, mettre en place ou maintenir des programmes de financement spécifiques pour l'action communautaire autonome et reconnaître l'apport de l'action communautaire à la société québécoise, notamment l'apport du mouvement de l'ACA et l'importance du rôle des groupes de défense collective des droits?

221) M. Turcotte (Saint-Jean) – **7 février 2017**

Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Construit en 1915, le pont Gouin, dans le Vieux Saint-Jean, a été désigné pont à caractère stratégique par votre ministère, le 25 mai 2005. L'importance des débits de circulation, son coût de reconstruction et sa disponibilité comme voie de remplacement à l'autoroute 35 font de cette infrastructure un enjeu capital pour le Haut-Richelieu et la Montérégie.

À cet effet, j'ai questionné, par écrit, le précédent ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports pour demander un état de situation sur l'avancement du projet de reconstruction. Le précédent ministre avait alors confirmé, dans sa réponse déposée à l'Assemblée nationale, le 24 mai 2016, que « le ministère a recommandé la mise hors service du pont actuel d'ici décembre 2018 ».

Hier, votre collègue ministre responsable de la région de la Montérégie a procédé à l'annonce de la reconstruction du pont. Le projet prévoit maintenant une ouverture à la circulation dans environ deux ans et demi, et une finalisation complète du chantier d'ici 2020. Or, je me questionne quant à l'échéancier du projet et à la répartition des coûts entre les partenaires.

- Qu'arrivera-t-il entre décembre 2018, soit lors de la mise hors service du pont actuel, tel que l'a recommandé votre ministère, et l'ouverture du nouveau pont à la circulation, dans environ deux ans et demi?
- Comment la répartition des coûts de reconstruction entre les partenaires a-t-elle été déterminée?



Partie 6  
**PRÉAVIS**

**I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS**

**Projets de loi du gouvernement**

**a) 7 février 2017**

Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives – *ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor.*

**Projets de loi publics au nom des députés**

**Projets de loi d'intérêt privé**

**II. NOUVEAUX PRÉAVIS**

**aa) Motion de la ministre de la Justice :**

QUE l'Assemblée nationale :

- I** Fasse siennes la position et les justifications du gouvernement exposées dans sa réponse, déposée devant l'Assemblée nationale le 7 février 2017, au rapport du comité de la rémunération des juges pour la période 2016-2019, déposé devant l'Assemblée nationale le 18 octobre 2016;
- II** Rejette la recommandation générale 1;
- III** En ce qui concerne les juges de la Cour du Québec :
- Approuve les recommandations 2, 3 et 4 en précisant que l'indice du coût de la vie tel que reflété par l'indice des prix à la consommation (IPC) sera calculé selon la méthodologie détaillée dans le décret 574-2014;
  - Approuve les recommandations 5 et 6;
  - Rejette la recommandation 7;

- Modifie la recommandation 8 pour augmenter l'allocation de résidence de fonction du juge en chef ou du juge en chef associé de la Cour du Québec à 1 225 \$ par mois au 1<sup>er</sup> juillet 2016 et maintenir ce montant pour les années 2017 et 2018;
- Approuve la recommandation 9 en précisant que le remboursement partiel des frais d'avocats et d'experts engagés par la Conférence des juges de la Cour du Québec est consenti sans admissions quant au pouvoir du comité de la rémunération des juges de formuler de telles recommandations et quant à l'évaluation du montant déterminé par le comité aux fins de remboursement;

**IV** En ce qui concerne les juges municipaux à titre exclusif :

- Approuve les recommandations 10, 11 et 12 en précisant que l'indice du coût de la vie tel que reflété par l'indice des prix à la consommation (IPC) sera calculé selon la méthodologie détaillée dans le décret 574-2014;
- Approuve les recommandations 13 et 14;
- Rejette la recommandation 15;
- Approuve la recommandation 16 en précisant que le remboursement partiel des frais d'avocats et d'experts engagés par la Conférence des juges municipaux à titre exclusif du Québec est consenti sans admissions quant au pouvoir du comité de la rémunération des juges de formuler de telles recommandations et quant à l'évaluation du montant déterminé par le comité aux fins de remboursement;

**V** En ce qui concerne les juges municipaux rémunérés à la séance :

- Rejette les recommandations 17 et 18;
- Modifie la recommandation 19 pour prévoir que le traitement annuel maximum des juges municipaux rémunérés à la séance soit porté à 213 000 \$ au 1<sup>er</sup> juillet 2016 et qu'il soit ajusté au 1<sup>er</sup> juillet 2017 et au 1<sup>er</sup> juillet 2018 sur la base de l'indice du coût de la vie tel que reflété par l'indice des prix à la consommation (IPC) et calculé selon la méthodologie détaillée dans le décret 574-2014;

- Modifie les recommandations 20 et 21, de façon à reporter l'entrée en vigueur de la nouvelle grille tarifaire au 1<sup>er</sup> juillet 2017, mais en octroyant, au 1<sup>er</sup> juillet 2016, 3,4 % d'augmentation aux tarifs actuels des séances;
- Approuve les recommandations 22 et 23 en précisant que l'indice du coût de la vie tel que reflété par l'indice des prix à la consommation (IPC) sera calculé selon la méthodologie détaillée dans le décret 574-2014. La rémunération des juges municipaux rémunérés à la séance est établie comme suit :

**1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017**

Séance	Tarif actuel	Augmentation	Tarif recommandé
Moins de 2 heures	610 \$	+ 3,4 %	631 \$
2 à moins de 3 heures	727 \$	+ 3,4 %	752 \$
3 à 5 heures	815 \$	+ 3,4 %	843 \$
Plus de 5 heures	1 629 \$	+ 3,4 %	1 684 \$

**1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018**

Séance	Nouveau tarif	Augmentation
Moins de 2 heures	631 \$	+ IPC
2 à 5 heures	843 \$	+ IPC
Plus de 5 heures	1 684 \$	+ IPC

**1<sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019**

Séance	Tarif	Augmentation
Moins de 2 heures	631 \$ + IPC	+ IPC
2 à 5 heures	843 \$ + IPC	+ IPC
Plus de 5 heures	1 684 \$ + IPC	+ IPC

- Approuve la recommandation 24;
- Modifie la recommandation 25 pour prévoir que le pourcentage de compensation pour l'absence de régimes de retraite et d'assurances sera revu en même temps que le traitement et en fonction des variations, le cas échéant, de la contribution de l'employeur au régime de retraite selon l'évaluation actuarielle du régime et de la valeur à la charge du gouvernement pour les régimes d'assurances selon la révision de la tarification des régimes;
- Approuve la recommandation 26;
- Rejette la recommandation 27;
- Approuve la recommandation 28 en précisant que le remboursement partiel des frais d'avocats et d'experts engagés par la Conférence des juges municipaux du Québec est consenti sans admissions quant au pouvoir du comité de la rémunération des juges de formuler de telles recommandations et quant à l'évaluation du montant déterminé par le comité aux fins de remboursement;

**VI** En ce qui concerne les juges de paix magistrats :

- Approuve la recommandation 29;
- Modifie la recommandation 30 afin de prévoir que pour le passé, chaque juge de paix magistrat ait la possibilité d'exercer un choix individuel quant au transfert au Régime de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales «de base» de sa participation antérieure dans le Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et, qu'à cet effet, le gouvernement fournisse à chaque juge de paix magistrat une analyse de sa situation et une projection écrite avant d'exercer son choix qui devra être fait au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2018. La valeur actuarielle de la participation antérieure dans le RRPE à titre de juge de paix magistrat sera calculée avec les dispositions de ce régime en vigueur lors de leur dernier jour de participation, soit au 31 décembre 2016. Corollairement, les années de service à titre de juge de paix magistrat qui ne seront pas transférées et qui demeureront dans le RRPE seront visées par les dispositions de ce régime en vigueur au 31 décembre 2016;

- Approuve la recommandation 31;
- Modifie la recommandation 32 pour prévoir que les juges de paix magistrats participeront au régime collectif d'assurances des juges de la Cour du Québec à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018;
- Modifie la recommandation 33 afin de prévoir qu'au 1<sup>er</sup> juillet 2016, le traitement des juges de paix magistrats soit ajusté de 1,1% et donc porté à 142 387 \$, et ce, sur la base de l'indice du coût de la vie tel que reflété par l'indice des prix à la consommation (IPC) et calculé selon la méthodologie détaillée dans le décret 574-2014;
- Approuve les recommandations 34 et 35 en précisant que l'indice du coût de la vie tel que reflété par l'indice des prix à la consommation (IPC) sera calculé selon la méthodologie détaillée dans le décret 574-2014;
- Rejette la recommandation 36;
- Modifie la recommandation 37 afin d'augmenter les frais de fonction des juges de paix magistrats à 4 000 \$ annuellement, en procédant, du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 31 mars 2017, aux déductions requises afin de tenir compte des frais déjà payés par le ministère de la Justice et en prévoyant que les frais reliés à un cellulaire, à l'Internet à domicile et à un système d'alarme soient désormais assumés par tous les juges de paix magistrats et que ceux-ci peuvent être réclamés à même leurs frais de fonction;
- Rejette la recommandation 38;
- Modifie la recommandation 39 afin d'augmenter les frais de fonction du juge responsable des juges de paix magistrats à 6 000 \$, en procédant, du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 31 mars 2017, aux déductions requises afin de tenir compte des frais déjà payés par le ministère de la Justice et en prévoyant qu'il doit assumer les frais reliés à un cellulaire, à l'Internet à domicile et à un système d'alarme et que ces frais peuvent être réclamés à même ses frais de fonction;

- Approuve la recommandation 40 en précisant que le remboursement partiel des frais d'avocats et d'experts engagés par la Conférence des juges de paix magistrats du Québec est consenti sans admissions quant au pouvoir du comité de la rémunération des juges de formuler de telles recommandations et quant à l'évaluation du montant déterminé par le comité aux fins de remboursement.